

Votre contact : Laure Leman**Tél. :** 01 49 64 13 58**Fax :** 01 49 64 47 69**E-mail :** laure.leman@gestineo.com**Notre Référence :** DO15042**M. CLEMENCEAU FRANCK**
26 RUE PIERRE LOTI
17139 DOMPIERRE SUR EMR

Saint-Denis, le 29/07/2019

Nous faisons suite à votre demande de tarification. Après examen du projet, nous vous confirmons que nous sommes en mesure d'assurer ce risque. Les conditions de garantie ont été déterminées en fonction des caractéristiques suivantes :

Proposant	Adresse de l'opération
Qualité : Maître d'ouvrage PIERRE ROSIER REAL ESTATE 18 RUE ALSACE LORRAINE 79000 NIORT	RUE DE L'ATELIER CHAMPS DE FARINE 78000 MONT ST MICHEL
L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION	
Type de travaux : Construction Destination : Maisons individuelles en bande Usage : Accession	Ouverture du chantier prévue le : 01/08/2019 Réception des travaux prévue le : 01/08/2020
Coût total des travaux prévisionnels : 3.200.000,00€ TTC	
DESCRIPTION DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION ASSURÉE	
Construction de 17 maisons individuelles	

LES CONDITIONS DE VALIDITÉ

Cette proposition n'est valable que sous les conditions suivantes :

Cette proposition est établie conformément aux déclarations que vous avez faites dans le questionnaire d'étude. Si, pour quelques raisons que ce soit, les caractéristiques du risque devenaient inexactes avant la souscription, vous devez en avvertir l'assureur afin de réactualiser la proposition.

Cette proposition tient compte du fait que tous les intervenants réputés constructeurs sont couverts en Responsabilité Civile et en Responsabilité Civile Décennale pour les travaux, études et missions qu'ils réalisent.

Le souscripteur et/ou le maître d'ouvrage s'engagent à vérifier que ses constructeurs sont assurés en Responsabilité Civile Professionnelle et en Responsabilité Civile Décennale pour les travaux, études et missions qu'ils réalisent et adresser les justificatifs à l'assureur.

Le souscripteur et/ou le maître d'ouvrage s'engagent à fournir les pièces demandées au questionnaire d'étude.

Votre contact : Laure Leman**Tél. :** 01 49 64 13 58**Fax :** 01 49 64 47 69**E-mail :** laure.leman@gestineo.com**Notre Référence :** DO15043**M. CLEMENCEAU FRANCK**
26 RUE PIERRE LOTI
17139 DOMPIERRE SUR EMR

Saint-Denis, le 29/07/2019

Nous faisons suite à votre demande de tarification. Après examen du projet, nous vous confirmons que nous sommes en mesure d'assurer ce risque. Les conditions de garantie ont été déterminées en fonction des caractéristiques suivantes :

Proposant	Adresse de l'opération
Qualité : Maître d'ouvrage PIERRE ROSIER REAL ESTATE 18 RUE ALSACE LORRAINE 79000 NIORT	RUE DE L'ATELIER CHAMPS DE FARINE 78000 MONT ST MICHEL
L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION	
Type de travaux : Construction	Ouverture du chantier prévue le : 01/08/2019
Destination : Immeuble collectif d'habitation	Réception des travaux prévue le : 01/08/2020
Usage : Accession	
Coût total des travaux prévisionnels : 4.000.000,00€ TTC	
DESCRIPTION DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION ASSURÉE	
Construction d'un immeuble collectif d'habitation comprenant 25 appartements	

LES CONDITIONS DE VALIDITÉ

Cette proposition n'est valable que sous les conditions suivantes :

Cette proposition est établie conformément aux déclarations que vous avez faites dans le questionnaire d'étude. Si, pour quelques raisons que ce soit, les caractéristiques du risque devenaient inexactes avant la souscription, vous devez en avvertir l'assureur afin de réactualiser la proposition.

Cette proposition tient compte du fait que tous les intervenants réputés constructeurs sont couverts en Responsabilité Civile et en Responsabilité Civile Décennale pour les travaux, études et missions qu'ils réalisent.

Le souscripteur et/ou le maître d'ouvrage s'engagent à vérifier que ses constructeurs sont assurés en Responsabilité Civile Professionnelle et en Responsabilité Civile Décennale pour les travaux, études et missions qu'ils réalisent et adresser les justificatifs à l'assureur.

Le souscripteur et/ou le maître d'ouvrage s'engagent à fournir les pièces demandées au questionnaire d'étude.



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112

TERREFORT SAS
1956 La Lauragaise
31670 LABEGE

Pour tout renseignement contacter :

SMABTP TOULOUSE
CS 77643
92 ALLEE DU LAC
31676 LABEGE CEDEX
Tél. : 01.58.01.54.00
Courriel : virginie_durand_tonnerre@groupe-sma.fr

Attestation d'assurance

CONTRAT D'ASSURANCE PROFESSIONNELLE BTP INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'Assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction numéro 539961X7306000 / 001 217694/98 comportant la convention responsabilité professionnelle de l'ingénierie Bâtiment.

1 - PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

Mission : BAT-Etudes géotechniques G1 et G2

Etudes géotechniques dans le cadre de la norme NF P 94-500 comportant :

Etude géotechnique préalable (G1) comprenant 2 phases :

- la phase Etude de Site (ES) pour définir un modèle géologique préliminaire et une première identification des risques géotechniques majeurs.
- la phase Principes Généraux de Construction (PGC) pour compléter le modèle géologique et définir le contexte géotechnique à prendre en compte dans un rapport de synthèse. Elle doit permettre de réduire les conséquences des risques majeurs identifiés en cas de survenance.

Etude géotechnique de conception (G2) comprenant 3 phases qui permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés :

- la phase Avant-Projet (AVP) pour fournir les hypothèses géotechniques, les principes de construction envisageables et une ébauche dimensionnelle. Elle précise la pertinence de l'application de la méthode observationnelle.
- la phase Projet (PRO) pour fournir un rapport de synthèse justifiant des choix constructifs, des notes de calculs de dimensionnement, des valeurs seuils et une approche des quantités.
- la phase DCE/ACT pour établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires à la consultation des entreprises et pour assister le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres techniques.

Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques issues d'investigations pouvant être réalisées à chaque étape par le BET géotechnique.

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

2/11

Mission : BAT- Etudes géotechniques G1 à G4

Etudes géotechniques dans le cadre de la norme NF P 94-500 comportant :

Etude géotechnique préalable (G1) comprenant 2 phases :

- la phase Etude de Site (ES) pour définir un modèle géologique préliminaire et une première identification des risques géotechniques majeurs.
- la phase Principes Généraux de Construction (PGC) pour compléter le modèle géologique et définir le contexte géotechnique à prendre en compte dans un rapport de synthèse. Elle doit permettre de réduire les conséquences des risques majeurs identifiés en cas de survenance.

Etude géotechnique de conception (G2) comprenant 3 phases, qui permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés :

- la phase Avant-Projet (AVP) pour fournir les hypothèses géotechniques, les principes de construction envisageables et une ébauche dimensionnelle. Elle précise la pertinence de l'application de la méthode observationnelle.
- la phase Projet (PRO) pour fournir un rapport de synthèse justifiant des choix constructifs, des notes de calculs de dimensionnement, des valeurs seuils et une approche des quantités.
- la phase DCE/ACT pour établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires à la consultation des entreprises et pour assister le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres techniques.

Etude et suivi géotechnique d'exécution (G3), normalement à la charge des entreprises, comprenant 2 phases interactives, qui permet de réduire les risques résiduels par des mesures correctives :

- la phase Etude, sur la base de la G2, pour étudier dans le détail les ouvrages géotechniques et élaborer le dossier d'exécution,
- la phase Suivi pour suivre la réalisation et vérifier les données par des relevés lors des travaux, et pour établir le dossier des ouvrages exécutés.

Supervision géotechnique d'exécution (G4) comprenant 2 phases interactives :

- la phase Etude pour donner un avis sur la pertinence des hypothèses prises par l'entreprise,
- la phase Suivi, par interventions ponctuelles sur le chantier, pour donner un avis sur les adaptations proposées par l'entreprise, sur le contexte géotechnique retenu et le comportement de l'ouvrage et des avoisinants.

Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques issues d'investigations pouvant être réalisées à chaque étape par le BET géotechnique.

Mission : Maîtrise d'oeuvre

Mission : BAT- Diagnostics géotechniques G5

Missions ponctuelles de Diagnostics géotechniques (G5) réalisées en dehors de toute autre mission de la norme NF P 94 -500 et limitées strictement à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques pour permettre d'identifier l'influence d'un ou plusieurs éléments géotechniques et les conséquences possibles sur le projet en cours ou sur l'ouvrage existant.

Mission : Etudes de sol pour la prescription de filières d'assainissement autonome, sans participation à la définition et/ou au suivi des travaux : (conformément au DTU 64-1).

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

3/11

2 - GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (Convention Ingénierie Bâtiment)

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DOM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

4/11

2.1 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 - GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage, sans pouvoir excéder en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

5/11

2.3 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 610 000 euros par sinistre.

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	3 354 000 euros par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 euros par sinistre
Limite pour tous dommages confondus directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 euros par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (Convention Ingénierie Bâtiment)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
8 rue Louis Armand - CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

6/11

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommmages corporels	3 354 000 euros par sinistre
Dommmages matériels	610 000 euros par sinistre
Dommmages immatériels	305 000 euros par sinistre
Limite pour tous dommages confondus directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	305 000 euros par sinistre et par an

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
le 11/12/2018

Le Directeur Général



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

7/11

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112

TERREFORT SAS
1956 La Lauragaise
31670 LABEGE

Pour tout renseignement contacter :

SMABTP TOULOUSE
CS 77643
92 ALLEE DU LAC
31676 LABEGE CEDEX
Tél. : 01.58.01.54.00
Courriel : virginie_durand_tonnerre@groupe-sma.fr

Attestation d'assurance

CONTRAT D'ASSURANCE PROFESSIONNELLE BTP INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'Assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction numéro 539961X7306000 / 001 217694/98 comportant la convention responsabilité professionnelle de l'ingénierie Génie Civil.

1 - PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

Mission : GC-Etudes géotechniques G1 et G2

Etudes géotechniques dans le cadre de la norme NF P 94-500 comportant :

Etude géotechnique préalable (G1) comprenant 2 phases :

- la phase Etude de Site (ES) pour définir un modèle géologique préliminaire et une première identification des risques géotechniques majeurs.
- la phase Principes Généraux de Construction (PGC) pour compléter le modèle géologique et définir le contexte géotechnique à prendre en compte dans un rapport de synthèse. Elle doit permettre de réduire les conséquences des risques majeurs identifiés en cas de survenance.

Etude géotechnique de conception (G2) comprenant 3 phases qui permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés :

- la phase Avant-Projet (AVP) pour fournir les hypothèses géotechniques, les principes de construction envisageables et une ébauche dimensionnelle. Elle précise la pertinence de l'application de la méthode observationnelle.
- la phase Projet (PRO) pour fournir un rapport de synthèse justifiant des choix constructifs, des notes de calculs de dimensionnement, des valeurs seuils et une approche des quantités.
- la phase DCE/ACT pour établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires à la consultation des entreprises et pour assister le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres techniques.

Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques issues d'investigations pouvant être réalisées à chaque étape par le BET géotechnique.

SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
8 rue Louis Armand - CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

8/11

Mission : GC- Etudes géotechniques G1 à G4

Etudes géotechniques dans le cadre de la norme NF P 94-500 comportant :

Etude géotechnique préalable (G1) comprenant 2 phases :

- la phase Etude de Site (ES) pour définir un modèle géologique préliminaire et une première identification des risques géotechniques majeurs.
- la phase Principes Généraux de Construction (PGC) pour compléter le modèle géologique et définir le contexte géotechnique à prendre en compte dans un rapport de synthèse. Elle doit permettre de réduire les conséquences des risques majeurs identifiés en cas de survenance.

Etude géotechnique de conception (G2) comprenant 3 phases, qui permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés :

- la phase Avant-Projet (AVP) pour fournir les hypothèses géotechniques, les principes de construction envisageables et une ébauche dimensionnelle. Elle précise la pertinence de l'application de la méthode observationnelle.
- la phase Projet (PRO) pour fournir un rapport de synthèse justifiant des choix constructifs, des notes de calculs de dimensionnement, des valeurs seuils et une approche des quantités.
- la phase DCE/ACT pour établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires à la consultation des entreprises et pour assister le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres techniques.

Etude et suivi géotechnique d'exécution (G3), normalement à la charge des entreprises, comprenant 2 phases interactives, qui permet de réduire les risques résiduels par des mesures correctives :

- la phase Etude, sur la base de la G2, pour étudier dans le détail les ouvrages géotechniques et élaborer le dossier d'exécution,
- la phase Suivi pour suivre la réalisation et vérifier les données par des relevés lors des travaux, et pour établir le dossier des ouvrages exécutés.

Supervision géotechnique d'exécution (G4) comprenant 2 phases interactives :

- la phase Etude pour donner un avis sur la pertinence des hypothèses prises par l'entreprise,
- la phase Suivi, par interventions ponctuelles sur le chantier, pour donner un avis sur les adaptations proposées par l'entreprise, sur le contexte géotechnique retenu et le comportement de l'ouvrage et des avoisinants.

Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques issues d'investigations pouvant être réalisées à chaque étape par le BET géotechnique.

Mission : Maîtrise d'oeuvre

Mission : GC- Diagnostics géotechniques G5

Missions ponctuelles de Diagnostics géotechniques (G5) réalisées en dehors de toute autre mission de la norme NF P 94 -500 et limitées strictement à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques pour permettre d'identifier l'influence d'un ou plusieurs éléments géotechniques et les conséquences possibles sur le projet en cours ou sur l'ouvrage existant.

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

9/11

2 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (Convention Ingénierie génie civil)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes (honoraires compris) déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 6 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliqueront pas.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 1 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE NON OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	750 000 euros par sinistre

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

10/11

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	3 354 000 euros par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 euros par sinistre
Limite pour tous dommages confondus directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 euros par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (Convention Ingénierie génie civil)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	3 354 000 euros par sinistre
Dommages matériels	305 000 euros par sinistre
Dommages immatériels	153 000 euros par sinistre
Limite pour tous dommages confondus directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	305 000 euros par sinistre et par an

N° assuré : 539961X
N° contrat : 7306000 / 001 217694/98
N° SIREN : 430229112
Attestation

11/11

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
le 11/12/2018

Le Directeur Général



TABLEAU DE GARANTIES POUR LE CONTRAT DE 1ERE LIGNE N° 118 263 431

INDICES DE REFERENCE SUR LES MONTANTS DE GARANTIES ET DE FRANCHISE :
INDICE DE SOUSCRIPTION : (VALEUR DE L'INDICE AU 01 JUIN 2008)
- INDEX NATIONAL GÉNIE CIVIL (TP01) : 630,70

LES MONTANTS CI-DESSOUS VIENNENT EN COMPLEMENT ET APRES EPUISEMENT DES CAPITAUX ASSURES AU TITRE DU CONTRAT DE 1ERE LIGNE

ASSURANCE DECENNALE DES OUVRAGES NON SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE		
Ouvrages Non soumis à l'obligation d'assurance Garantie acquise à l'assuré pour un ouvrage n'excédant pas 7.000.000 EUR HT		
	Montant des garanties par sinistre (1)	Montant des franchises par sinistre(2)
A) Garantie décennale des ouvrages Non soumis à l'obligation d'assurance (1) : - Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis à l'article 1792 du code civil - Frais de déblaiements consécutifs.....	600.000 EUR 60.000 EUR	Selon Dispositions contractuelles
Durée et maintien de la garantie		
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-1 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception		
B) Autres garanties portant sur des ouvrages non soumis à obligation d'assurance (1) : - Effondrement avant réception..... - Dommages immatériels consécutifs..... - Dommages subis par les existants..... - Erreurs sans désordre (y compris les dommages immatériels)..... - Frais de déblaiements consécutifs.....	600.000 EUR 400 000 EUR 400 000 EUR 400 000 EUR 30.000 EUR	Selon Dispositions contractuelles

(1) Indexation :

- pour les garanties : les montants sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice TP01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.
- pour les franchises : les montants mini et maxi sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice TP01 entre la date de souscription du contrat et celle de la déclaration du sinistre.

TABLEAU DE GARANTIES POUR LE CONTRAT DE 2EME LIGNE N° 118 263 432

LES MONTANTS CI-DESSOUS VIENNENT EN COMPLEMENT ET APRES EPUISEMENT DES CAPITAUX ASSURES AU TITRE DU CONTRAT DE 1ERE LIGNE

INDICES DE REFERENCE SUR LES MONTANTS DE GARANTIES ET DE FRANCHISE :

INDICE DE SOUSCRIPTION : (VALEUR DE L'INDICE AU 01 JUIN 2008)

- INDEX NATIONAL GENIE CIVIL (TP01) : 630,70

ASSURANCE DECENNALE DES OUVRAGES NON SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE		
Ouvrages Non soumis à l'obligation d'assurance : Garantie acquise à l'assuré pour un ouvrage n'excédant pas 7.000.000 EUR HT		
Désignation des garanties	Montant des garanties par sinistre (1)	Montant des franchises par sinistre(1)
A) Garantie décennale des ouvrages Non soumis à l'obligation d'assurance (1) : - Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis à l'article 1792 du code civil - Frais de déblaiements consécutifs.....	1.900.000 EUR 100.000 EUR	Selon Dispositions contractuelles
Durée et maintien de la garantie		
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792 -4-1 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception		
B) Autres garanties portant sur des ouvrages non soumis à obligation d'assurance (1) : - Effondrement avant réception..... - Dommages immatériels consécutifs..... - Dommages subis par les existants..... - Erreurs sans désordre (y compris les dommages immatériels)..... - Frais de déblaiements consécutifs.....	900.000 EUR 600 000 EUR 600 000 EUR 600 000 EUR 45.000 EUR	Selon Dispositions contractuelles

(1) Indexation :

- pour les garanties : les montants sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice TP01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

- pour les franchises : les montants mini et maxi sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice TP01 entre la date de souscription du contrat et celle de la déclaration du sinistre.

Au-delà de l'une de ces limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Pour le contrat de 2^{ème} ligne, les garanties viennent en complément et après épuisement des capitaux assurés au titre du contrat de 1^{ère} ligne.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

L'Assureur

Fait à Le Mans, le 02 janvier 2019

MMAIARD
 Siège social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon
 72030 LE MANS Cedex 9
 RCS Le Mans 440 048 882
 Entreprise régie par le Code des Assurances



ATTESTATION D'ASSURANCE ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE

MMA IARD Assurances Mutuelles – MMA IARD

Atteste que :

**SIT&A CONSEIL
4 RUE DE LA PALENNE
CHAGNOLET
17139 DOMPIERRE SUR MER**

SIRET N° 2382 506 889

Inscrit à l'Ordre des Géomètres Experts de la région de POITIERS

Bénéficie des contrats d'assurance de **responsabilité de nature décennale** de 1^{ère} et 2^{ème} lignes n°118 263 431 et 118 263 432 souscrits par le Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts.

pour la période du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :

Missions de Maîtrise d'œuvre ou de BET VRD

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine,
- aux chantiers dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15 000 000 Euros, et pour autant que le coût définitif de construction n'excède pas de plus de 10% le coût prévisionnel déclaré
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass' innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelat-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques ci-dessus énoncées, l'assuré en informe l'assureur.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	En habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage
	Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

TABLEAU DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES POUR LE CONTRAT DE 1ERE LIGNE N° 118 263 431

INDICE DE SOUSCRIPTION : (VALEUR DEL'INDICE AU 01 JUIN 2008)
INDEX NATIONAL BATIMENT TOUS CORPS D'ETAT (BT01) : 805,10

ASSURANCE DECENNALE DES OUVRAGES SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE		
Désignation des garanties complémentaires	Montant des garanties par sinistre (1)	Montant des franchises par sinistre (1)
A) Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale : - Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant..... - Frais de déblaiement consécutifs.....	2 500 000 EUR 60.000 EUR	Selon dispositions contractuelles
Durée et maintien de la garantie		
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception		
B) Garantie des risques facultatifs après réception : - bon fonctionnement des éléments d'équipements - dommages immatériels consécutifs - frais de déblaiement consécutifs à la garantie bon fonctionnement des éléments d'équipement	300.000 EUR 400 000 EUR 30.000 EUR	Selon Dispositions contractuelles
C) Autres garanties portant sur des ouvrages soumis à obligation d'assurance : - Effondrement avant réception..... - Dommages subis par les existants - Erreurs sans désordre (y compris les dommages immatériels)	300.000 EUR 400 000 EUR 400 000 EUR	Selon Dispositions contractuelles

Dans la mesure où elles sont souscrites, les garanties obligatoires et complémentaires de responsabilité civile décennale ainsi que les garanties facultatives (à l'exception de la garantie bon fonctionnement), sont gérées en capitalisation. Les autres garanties sont gérées en répartition.



TABEAU DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES POUR LE CONTRAT DE 2EME LIGNE N° 118 263 432

INDICE DE SOUSCRIPTION : (VALEUR DE L'INDICE AU 01 JUIN 2008)
INDEX NATIONAL BATIMENT TOUS CORPS D'ETAT (BT01) : 805,10

LES MONTANTS CI-DESSOUS VIENNENT EN COMPLEMENT ET APRES EPUISEMENT DES CAPITAUX ASSURES AU TITRE DU CONTRAT DE 1ERE LIGNE

ASSURANCE DECENNALE DES OUVRAGES SOUMIS A OBLIGATION D'ASSURANCE		
Désignation des garanties complémentaires	Montant des garanties par sinistre (1)	Montant des franchises par sinistre (1)
A) Garantie des risques facultatifs après réception : <ul style="list-style-type: none"> - bon fonctionnement des éléments d'équipements 450.000 EUR - dommages immatériels consécutifs 600 000 EUR - frais de déblaiement consécutifs à la garantie bon fonctionnement des éléments d'équipement 45.000 EUR 		Selon Dispositions contractuelles
B) Autres garanties portant sur des ouvrages soumis à obligation d'assurance : <ul style="list-style-type: none"> - Effondrement avant réception..... 450.000 EUR - Dommages subis par les existants 600 000 EUR - Erreurs sans désordre (y compris les dommages immatériels) 600 000 EUR 		Selon Dispositions contractuelles

(1) Indexation :

- pour les garanties : les montants sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.
- pour les franchises : les montants mini et maxi sont revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la déclaration du sinistre.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère. Pour le contrat de 2^{ème} ligne, les garanties viennent en complément et après épuisement des capitaux assurés au titre du contrat de 1^{ère} ligne.

Dans la mesure où elles sont souscrites, les garanties obligatoires et complémentaires de responsabilité civile décennale ainsi que les garanties facultatives (à l'exception de la garantie bon fonctionnement), sont gérées en capitalisation. Les autres garanties sont gérées en répartition.

Au-delà de l'une de ces limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

La présente attestation ne vaut pas dès lors qu'il est recouru à un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle ne peut engager l'assureur, au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

L'Assureur

Fait à Le Mans, le 02 janvier 2019

MMAIARD
Siège social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS Cedex 9
RCS Le Mans 440 048 882
Entreprise régie par le Code des Assurances

*Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :*

N° assuré : C04944Z
N° contrat : C04944Z 7306000 / 001 439169/35
N° SIREN : 791714454

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMABTP MARSEILLE
300 BOULEVARD MICHELET
CS 30037
13295 MARSEILLE CEDEX 08
Tél : 01.58.01.52.00
Fax : 01.58.01.52.01

SODEIRE
CHEZ CABINET CREA
116 RUE TETE D'OR
69006 LYON

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance professionnelle BTP
INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que **SODEIRE (17 Rue Henri Sellier - 79000 NIORT)** est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction, numéro C04944Z 7306000/ 001 439169/35 comportant la convention spéciale responsabilité professionnelle de l'ingénierie Bâtiment.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat:

Mission : Etudes techniques – Maçonnerie béton armé – diagnostic structure

Mission : Etudes techniques – Charpente bois et fer – diagnostic structure

Mission : Etudes techniques – Tous corps d'état

Mission : Maîtrise d'œuvre

2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (convention ingénierie bâtiment)

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1 ci-avant ;

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation:</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD:</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
<p>Durée et maintien de la garantie</p>	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage sans pouvoir excéder, en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

2.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 1 220 000 € par sinistre.

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 € par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (convention ingénierie bâtiment)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités au paragraphe 2 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels	1 220 000 € par sinistre
Dommages immatériels	610 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	610 000 € par sinistre et par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Marseille

Le 08/01/2019

Le Directeur général par délégation

P7247F

SMABTP
300, Boulevard Michelet
CS 30037
13295 MARSEILLE Cedex 08
Tél : 01 58 01 52 00
Fax : 01 58 01 52 01

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

*Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :*

N° assuré : C04944Z
N° contrat : C04944Z 7306000 / 001 439169/35
N° SIREN : 791714454

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMABTP MARSEILLE
300 BOULEVARD MICHELET
CS 30037
13295 MARSEILLE CEDEX 08
Tél : 01.58.01.52.00
Fax : 01.58.01.52.01

SODEIRE
CHEZ CABINET CREA
116 RUE TETE D'OR
69006 LYON

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance professionnelle BTP
INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que **SODEIRE (17 Rue Henri Sellier - 79000 NIORT)** est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction, numéro C04944Z 7306000/ 001 439169/35 comportant la convention spéciale responsabilité professionnelle de l'ingénierie génie civil.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat:

Mission : Etudes techniques – Maçonnerie béton armé – diagnostic structure

Mission : Etudes techniques – Charpente bois et fer – diagnostic structure

Mission : Etudes techniques – Tous corps d'état

Mission : Maîtrise d'œuvre

2 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (convention génie civil)

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

- opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes (honoraires compris) déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 6 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliqueront pas.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
- garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	1 500 000 € par sinistre

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 € par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (convention génie civil)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels	610 000 € par sinistre
Dommages immatériels	305 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	305 000 € par sinistre et par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Marseille

Le 08/01/2019

Le Directeur général par délégation

P7249F

SMABTP
300, Boulevard Michelet
CS 30037
13295 MARSEILLE Cedex 08
Tél : 01.58.01.52.00
Fax : 01.58.01.52.01

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

*Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :*

N° assuré : C04944Z
N° contrat : C04944Z 7306000 / 001 439169/35
N° SIREN : 791714454

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMABTP MARSEILLE
300 BOULEVARD MICHELET
CS 30037
13295 MARSEILLE CEDEX 08
Tél : 01.58.01.52.00
Fax : 01.58.01.52.01

SODEIRE
CHEZ CABINET CREA
116 RUE TETE D'OR
69006 LYON

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance professionnelle BTP
INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que **SODEIRE (17 Rue Henri Sellier - 79000 NIORT)** est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction, numéro C04944Z 7306000/ 001 439169/35, comportant la convention spéciale responsabilité professionnelle de l'économie de la construction.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat:

Mission : Economie de la construction : y compris économie de la construction avec direction des travaux

Mission : Ordonnancement, pilotage et coordination

2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (Convention Economie de la Construction - Missions autres que Métreur)

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage sans pouvoir excéder, en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

2.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 610 000 € par sinistre.

3- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE (Convention Economie de la Construction - Missions autres que Métreur)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 2 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliqueront pas ;
- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 2 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	305 000 € par sinistre

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 € par sinistre et par an

5 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (Convention Economie de la Construction - Missions autres que Mètreur)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels	610 000 € par sinistre
Dommages immatériels	305 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	305 000 € par sinistre et par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Marseille
Le 08/01/2019

Le Directeur général par délégation

SMABTP
300, Boulevard Michelet
CS 30037
13295 MARSEILLE Cedex 08
Tél : 01 58 01 52 00
Fax : 01 58 01 52 01

P7251F

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

*Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :*

N° assuré : C04944Z
N° contrat : C04944Z 7306000 / 001 439169/35
N° SIREN : 791714454

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMABTP MARSEILLE
300 BOULEVARD MICHELET
CS 30037
13295 MARSEILLE CEDEX 08
Tél : 01.58.01.52.00
Fax : 01.58.01.52.01

SODEIRE
CHEZ CABINET CREA
116 RUE TETE D'OR
69006 LYON

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance professionnelle BTP
INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2019 au 31/12/2019

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que **SODEIRE (17 Rue Henri Sellier - 79000 NIORT)** est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction, numéro C04944Z 7306000/ 001 439169/35, comportant la convention spéciale responsabilité professionnelle de l'économie de la construction.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat:

Mission : Métré-vérification

2 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (convention des risques de l'exploitation)

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764

www.groupe-sma.fr

SMA

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels	839 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	420 000 € par sinistre et par an

3- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (convention économie construction – mission métreur)

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de notre assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	3 354 000 € par sinistre
Dommages matériels	610 000 € par sinistre
Dommages immatériels	305 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

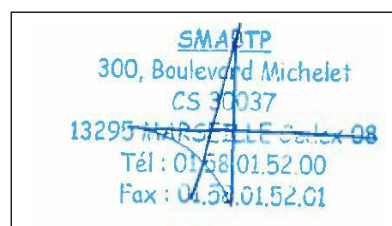
Fait à Marseille
Le 08/01/2019

Le Directeur général par délégation

P7253E

SMABTP

114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15
Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le code des assurances - RCS PARIS 775 684 764



www.groupe-sma.fr

SMA



Mutuelle
des Architectes
Français
assurances

VOUS AVEZ L'AUDACE, NOUS AVONS L'ASSURANCE.

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 477 672 646 00031
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | maf@maf.fr

www.maf.fr

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise
régie par le code des assurances

E6AF5635EA

8193E33B4A

ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : **371434/H/113**
Une police N° : **77703/S**

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la
période du 01/01/2019 au 31/12/2019

N° d'édition d'attestation : **20191000403**

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en
France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et
dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires
n'excède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à
l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût
prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à
20 000 000,00 € hors taxes.

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette
attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez
dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée
<https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur
<https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **1057cd5b**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous
votre seul contrôle.



SARL A.T.C.
Bureau Etudes Techniques

RUE JACQUES CARTIER
ZONE DE BAUSSAIS
79260 LA CRECHE
France

Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

- A.1 Maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle (études générales et/ou direction des travaux de bâtiment)
- B.3 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les ouvrages relevant du génie climatique ou pour la définition des équipements d'isolation thermique des ouvrages et/ou l'étude des transmissions thermiques
- B.5 1a Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
- B.5.1b Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
- B.8 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les équipements et installations sanitaires et/ou de circulation de fluides
- B.10 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour l'étude d'installations et/ou d'équipements électriques, électromécaniques, électromagnétiques et électroacoustiques
- B.6.1 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les réseaux de détection et lutte contre l'incendie et l'intrusion, y compris coordination des systèmes de sécurité incendie (cssi), gestion technique centralisée (gtc) des bâtiments

Fin de liste

Fait à Paris, le 01 janvier 2019

La Mutuelle des Architectes Français assurances



Mutuelle
des Architectes
Français
assurances

VOUS AVEZ L'AUDACE, NOUS AVONS L'ASSURANCE.

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 477 672 646 00031
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | maf@maf.fr

www.maf.fr

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise
régie par le code des assurances

E6AF5635EA

8193E33B4A

ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

N° d'identification : **371434/H/113**
N° d'édition d'attestation : **20191000403**

SARL A.T.C.
Bureau Etudes Techniques

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **1057cd5b**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.



RUE JACQUES CARTIER
ZONE DE BAUSSAIS
79260 LA CRECHE
France

Paris, le 01 janvier 2019

ATTESTATION D'ASSURANCE DECENNALE OBLIGATOIRE

La Mutuelle des Architectes Français assurances atteste que SARL A.T.C. / SIREN 434550588 – RUE JACQUES CARTIER ZONE DE BAUSSAIS 79260 LA CRECHE France est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 77703/S pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Cette police satisfait aux obligations d'assurance édictées par la loi n°78 - 12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

1 | PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :
 - A.1 Maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle (études générales et/ou direction des travaux de bâtiment)
 - B.3 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les ouvrages relevant du génie climatique ou pour la définition des équipements d'isolation thermique des ouvrages et/ou l'étude des transmissions thermiques
 - B.8 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les équipements et installations sanitaires et/ou de circulation de fluides
 - B.10 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour l'étude d'installations et/ou d'équipements électriques, électromécaniques, électromagnétiques et électroacoustiques
 - B.6.1 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les réseaux de détection et lutte contre l'incendie et l'intrusion, y compris coordination des systèmes de sécurité incendie (cssi), gestion technique centralisée (gtc) des bâtiments
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 20 000 000,00 €
Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : Sans objet

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'adhérent et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.



ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

2 | ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243 - 1 - 1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

3 | GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	3 000 000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2019



La Mutuelle des Architectes Français assurances



Mutuelle
des Architectes
Français
assurances

VOUS AVEZ L'AUDACE, NOUS AVONS L'ASSURANCE.

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 477 672 646 00031

Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | maf@maf.fr

www.maf.fr

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise
régie par le code des assurances

A2ACD73645

2DEEB60DD1

ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

SARL VICTOR ARCHITECTES
Société d'Architecture

120 Avenue DE PARIS
79000 NIORT
France

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **0dcab8b4**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.



Paris, le 01 janvier 2019

ATTESTATION D'ASSURANCE ARCHITECTE

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : **263534/A/113**

N° d'inscription national à l'Ordre : **S18852**

Une police N° : **163611/B**

couvrant la responsabilité qui peut être engagée à raison des actes qu'il/elle accomplit à titre professionnel ou des actes de ses préposés du 01/01/2019 au 31/12/2019

N° d'édition d'attestation : **20191014281**

La garantie du contrat ne s'applique qu'aux opérations dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède pas 5 000 000,00 € hors taxes et qui sont réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

Fait à Paris, le 01 janvier 2019

La Mutuelle des Architectes Français assurances

Cette police actuellement en vigueur satisfait aux obligations édictées par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ainsi qu'aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A. 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

ATTESTATION D'ASSURANCE **ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE**

MAITRE D'ŒUVRE, INGENIEUR CONSEIL, BET

MMA IARD Assurances Mutuelles – MMA IARD

Atteste que :

SIT&A CONSEIL
4 RUE DE LA PALENNE
CHAGNOLET
17139 DOMPIERRE SUR MER

SIRET N° 2382 506 889

Inscrit à l'Ordre des Géomètres Experts de la région de POITIERS

Bénéficie des contrats d'assurance de **responsabilité de nature décennale** de 1^{ère} et 2^{ème} lignes n°118 263 431 et 118 263 432 souscrits par le Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts.

pour la période du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :

Missions de Maîtrise d'œuvre ou de BET VRD

- aux travaux portant sur des ouvrages **NON soumis à l'obligation d'assurance** édictée par les articles L 241-1 et L 241-2 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine,
- aux chantiers dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 7 000 000 Euros, et pour autant que le coût définitif de construction n'excède pas de plus de 10% le coût prévisionnel déclaré
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass' innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.regiesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques ci-dessus énoncées, l'assuré en informe l'assureur.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre la responsabilité de l'assuré, lorsque celle-ci est recherchée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>Selon les montants prévus aux tableaux ci-après</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-1 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	



Mutuelle
des Architectes
Français
assurances

VOUS AVEZ L'AUDACE, NOUS AVONS L'ASSURANCE.

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 477 672 646 00031
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | maf@maf.fr

www.maf.fr

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - Entreprise
régie par le code des assurances

A2ACD73645

2DEEB60DD1

ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

N° d'identification : **263534/A/113**
N° d'édition d'attestation : **20191014281**

SARL VICTOR ARCHITECTES
Société d'Architecture

120 Avenue DE PARIS
79000 NIORT
France

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **0dcab8b4**
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.



Paris, le 01 janvier 2019

ATTESTATION D'ASSURANCE DECENNALE OBLIGATOIRE

La Mutuelle des Architectes Français assurances atteste que SARL VICTOR ARCHITECTES / SIREN 825371149 – 120 Avenue DE PARIS 79000 NIORT France est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 163611/B pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Cette police satisfait aux obligations d'assurance édictées par la loi n°78 - 12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

1 | PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes : **Architecte**
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 5 000 000,00 €
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : Sans objet

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Au-delà de 5 000 000,00 € hors taxes, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'adhérent et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.



ATTESTATION D'ASSURANCE

2019

2 | ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243 - 1 - 1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

3 | GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	3 000 000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2019


La Mutuelle des Architectes Français assurances



Mutuelle de Poitiers Assurances

Bois du Fief Clairet BP 80000 - 86066 POITIERS Cedex 9

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, régie par le Code des Assurances
N° TVA : FR 7975715683. La prestation d'assurance est exonérée de la TVA (art. 261C, 2° du CGI)

Coordonnées du siège social
Tél : 05 49 37 49 37
Fax : 05 49 55 44 19
Courriel : accueil@mutuelledepoitiers.fr

Attestation d'assurance R. décennale
contrat n°301636080
GL n°1741997 RB5

William et Marine de BONY
Agents Généraux d'Assurance Exclusifs
8 PLACE ST JEAN
BP 60025
79001 NIORT CEDEX
Tél. 05.49.79.20.73 Fax.
Courriel : agence.debony@mutuelledepoitiers.fr
N° 08040015, 12068357 (www.orias.fr)

SARL 2 BFC CONSTRUCTION
RPTEE PAR M MARTINS DIAS
35 RUE MARIE PIERRE FRACARD
79000 NIORT

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

(Ce document comporte une annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES »)

Nous attestons que **SARL 2 BFC CONSTRUCTION (35 RUE MARIE PIERRE FRACARD 79000 NIORT)**, n° SIREN 813 797 537, est assuré(e), par le contrat GL n°1741997 RB5, contrat n°301636080, pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit.
Nous attestons que l'effectif (réel en nombre de personnes) déclaré par l'entreprise sur le contrat précité est de 2.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes : se reporter à l'Annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES » jointe à ce document ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ;
- aux chantiers dont le coût total de construction **HT** tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 9 482 130 € ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN) ou à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P² ;
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

¹ Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

² Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

³ Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Les garanties sont accordées dans les limites figurant aux tableaux ci-après, sous réserve des franchises contractuelles (Les montants de garanties sont fixés à l'indice BT01 de 913.50 figurant sur le dernier avis d'échéance échu).

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

NATURE DE LA GARANTIE	MONTANT DE LA GARANTIE
<p>Garantie obligatoire gérée en capitalisation.</p> <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L 241-1 et L 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> <p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p> <p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
DURÉE ET MAINTIEN DE LA GARANTIE	
La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

NATURE DE LA GARANTIE	MONTANT DE LA GARANTIE
<p>Garantie gérée en capitalisation.</p> <p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparations des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	9 482 130 €par sinistre
DURÉE ET MAINTIEN DE LA GARANTIE	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

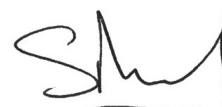
GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

NATURE DE LA GARANTIE	MONTANT DE LA GARANTIE
<p>◆ Avant réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> Effondrement et dommages énumérés à l'article 3 des Conventions Spéciales, y compris frais de démolition, déblaiement, dépose, démontage ; <p>◆ Après réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> Garantie de bon fonctionnement y compris frais de déblaiement, dépose, démontage ; Dommages matériels aux existants divisibles y compris frais de déblaiement, dépose, démontage ; Dommages immatériels y compris frais de déblaiement, dépose, démontage. 	<p>456 750 €par sinistre</p> <p>456 750 €par sinistre</p> <p>228 375 €par sinistre</p> <p>228 375 €par sinistre</p>

Pour toute opération d'un coût total prévisionnel de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Poitiers, le 10/05/2019



Le Directeur Général de la
Mutuelle de Poitiers Assurances

Les données personnelles traitées et conservées par la Mutuelle de Poitiers Assurances sont destinées à son usage exclusif. Vous pouvez exercer vos droits Informatique et Libertés en vous adressant au délégué à la protection des données de la Mutuelle de Poitiers Assurances - BP 80000 - 86066 POITIERS Cedex 9 ou dpo@mutuelledepoitiers.fr. L'ensemble des informations concernant la protection des données personnelles est disponible sur le site de la Mutuelle de Poitiers Assurances, à la rubrique Mentions Légales, ainsi que dans les Conditions Générales de votre contrat.



William et Marine de BONY
Agents Généraux d'Assurance Exclusifs
8 PLACE ST JEAN
BP 60025
79001 NIORT CEDEX
Tél. 05.49.79.20.73 Fax.
Courriel : agence.debony@mutuelledepoitiers.fr
N° 08040015, 12068357 (www.orias.fr)

SARL 2 BFC CONSTRUCTION
RPTEE PAR M MARTINS DIAS
35 RUE MARIE PIERRE FRACARD
79000 NIORT

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE des ENTREPRISES DU BÂTIMENT

(Ce document comporte une annexe "ACTIVITÉS DECLARÉES")

Nous attestons que **SARL 2 BFC CONSTRUCTION (35 RUE MARIE PIERRE FRACARD 79000 NIORT)** est assuré(e) pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019, par le contrat GL n°1741997 RB5, contrat n°301636080, à effet du 08/10/2015 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale encourue par l'assuré dans le cadre des seules activités déclarées à l'Annexe « **ACTIVITÉS DÉCLARÉES** » jointe à ce document,
Nous attestons que l'effectif (réel en nombre de personnes) déclaré par l'entreprise sur le contrat précité est de 2, et que l'effectif retenu selon la règle tarifaire est alors de 1.

Les garanties sont accordées dans les limites figurant au tableau ci après. (Les montants de garanties et franchises sont fixés à l'indice FFB de 987.50 figurant sur le dernier avis d'échéance échu.)

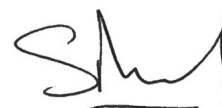
RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
Si une (ou des) clause(s) spécifique(s) a (ont) été souscrite(s), les garanties, limites d'engagement et franchises qui y sont prévues se substituent à celles précisées ci-après, ou les complètent, selon le cas.		
A- RESPONSABILITÉ CIVILE PENDANT L'EXERCICE DE LA PROFESSION		
■ Dommages corporels, dommages matériels et immatériels	} 8 000 000 € non indexés, tous dommages confondus dont au maximum :	
◆ Faute inexcusable	1 649 125 € par sinistre et par année d'assurance	Néant
◆ Dommages matériels	4 937 500 € dont au maximum :	} 10 % minimum 543 € maximum 1 481 €
◆ Dommages aux biens mobiliers confiés	330 813 € par sinistre et par année d'assurance	
◆ Dommages subis par les existants	2 468 750 €	
◆ Dommages aux matériaux des autres entrepreneurs	} 59 250 €	
◆ Vol du fait des préposés		
◆ Atteintes à l'environnement accidentelles	2 000 000 € non indexés par sinistre et par année d'assurance, tous dommages confondus, sans excéder 100 000 € non indexés pour les frais de prévention.	} 10 % minimum 1 481 € (sauf sur dommages corporels)
◆ Dommages immatériels		
◆ consécutifs à des dommages matériels garantis	1 323 250 €	10 % minimum 543 € maximum 1 481 €
◆ non consécutifs	661 625 € par sinistre et par année d'assurance.	2 715 €

RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
B - RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX		
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels, dommages matériels et immatériels	} par sinistre et par année d'assurance 8 235 750 €, tous dommages confondus, dont au maximum :	
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages matériels	4 937 500 € dont au maximum :	} 10 % minimum 543 € maximum 1 481 €
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages subis par les existants	2 468 750 €	
<input checked="" type="checkbox"/> Atteintes à l'environnement accidentelles	2 000 000 € non indexés tous dommages confondus, par sinistre et par année d'assurance, sans excéder 100 000 € non indexés pour les frais de prévention.	10 % minimum 1 481 € (sauf sur dommages corporels)
<input checked="" type="checkbox"/> Erreurs d'implantation	661 625 €	10 % minimum 740 € maximum 2 715 €
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages immatériels		
<input checked="" type="checkbox"/> consécutifs à des dommages matériels garantis	1 323 250 €	10 % minimum 543 € maximum 1 481 €
<input checked="" type="checkbox"/> non consécutifs	661 625 €	2 715 €
C - GARANTIE SUBSÉQUENTE pour le cas des garanties déclenchées par la réclamation	Limites de garanties stipulées pour l'année d'assurance précédant la date de résiliation ou d'expiration du contrat.	Franchise applicable pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.
D - DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'ASSURÉ		
<input checked="" type="checkbox"/> Dépense, frais et honoraires d'avocats	16 788 €	

(1) Les franchises peuvent être doublées en cas de non-respect de la clause "Travaux par points chauds"

La présente attestation vaut présomption simple de garantie et ne déroge pas aux dispositions du contrat référencé ci-dessus.

Fait à Poitiers, le 10/05/2019



Le Directeur Général de la
Mutuelle de Poitiers Assurances

Les données personnelles traitées et conservées par la Mutuelle de Poitiers Assurances sont destinées à son usage exclusif. Vous pouvez exercer vos droits Informatique et Libertés en vous adressant au délégué à la protection des données de la Mutuelle de Poitiers Assurances - BP 80000 - 86066 POITIERS Cedex 9 ou dpo@mutuelledepoitiers.fr. L'ensemble des informations concernant la protection des données personnelles est disponible sur le site de la Mutuelle de Poitiers Assurances, à la rubrique Mentions Légales, ainsi que dans les Conditions Générales de votre contrat.

William et Marine de BONY
Agents Généraux d'Assurance Exclusifs
8 PLACE ST JEAN
BP 60025
79001 NIORT CEDEX
Tél. 05.49.79.20.73 Fax.
Courriel : agence.debony@mutuelledepoitiers.fr
N° 08040015, 12068357 (www.orias.fr)

Annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES »

Cette attestation d'assurance est délivrée pour les activités professionnelles mentionnées ci-après, telles que définies dans la NOMENCLATURE PROFESSIONNELLE BÂTIMENT COMMUNE AUX GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT n° 1153 -établie sur la base de la nomenclature des activités du bâtiment de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (F.F.S.A.) – et dans la mesure où ces garanties sont souscrites.

- Par la notion de "**travaux accessoires et/ou complémentaires**", il faut entendre la réalisation de travaux qui sont nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux de construction relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires et complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel était le cas, ils devraient être déclarés comme une activité à part entière. A l'inverse, ils seraient alors réputés non garantis.
- Le terme "**réalisation**" comprend la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage.

2-2 Maçonnerie et béton armé, *sauf précontraint in situ*

Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage (**hors revêtement mural agrafé, attaché ou collé**).

Cette activité comprend la fourniture avec pose (**à l'exclusion de la fabrication**) d'éléments simples préfabriqués, en béton précontraint (poutres, linteaux, pré-dalles, allèges, etc.), permettant la réalisation de bâtiments ne nécessitant pas d'étude spéciale de stabilité, **à l'exclusion de la mise en oeuvre d'éléments concourant à la réalisation de constructions comportant des formes complexes et dont les difficultés particulières de mise en oeuvre nécessitent des études spéciales de conception et d'exécution, à l'exclusion de la mise en oeuvre de tout autre béton précontraint préfabriqué et de béton précontraint in situ (mis en tension sur le chantier)**.

Cette activité comprend aussi les travaux de :

- enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse,
- ravalement en maçonnerie,
- briquetage, pavage,
- dallage, chape, **à l'exclusion des dallages pour locaux commerciaux excédant 1000 m2 ou à usage industriel**,
- fondations, **ne dépassant pas 6 mètres de profondeur**, autres que pieux, micro-pieux, barrettes, parois moulées, palplanches, parois de soutènement autonomes et toutes autres techniques équivalentes.

Et les travaux maçonnés suivants liés à la fumisterie :

- construction, réparation et entretien d'âtres et foyers ouverts (**hors four et cheminée industriels**),
- conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel,
- ravalement et réfection des souches **hors combles**,
- construction de cheminées à usage domestique et individuel,
- revêtements en carreaux et panneaux de faïence.

Cette activité comprend les travaux accessoires et complémentaires de traitement **préventif** contre les termites **exclusivement** aux conditions cumulatives suivantes :

- sur constructions neuves,
- par application de produits ayant fait l'objet d'une **certification délivrée par un organisme accrédité par le COFRAC ET faisant l'objet d'un Avis Technique valide** du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment),
- mis en oeuvre par des personnes détentrices du **certificat d'agrément** délivré par le titulaire de l'Avis Technique.

Ainsi que les travaux accessoires et complémentaires de :

- terrassement, drainage et de canalisations enterrées,
- complément d'étanchéité des murs enterrés,
- pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure,
- pose de renforts bois ou métal nécessités par l'ouverture de baies et les reprises en sous-oeuvre,
- démolition (**à l'exclusion de l'usage d'explosifs**) et VRD,
- pose d' huisseries,
- pose d'éléments simples de charpente, ne comportant ni entaille, ni assemblage, et scellés directement à la maçonnerie, **et à l'exclusion de toute charpente préfabriquée dans l'industrie**,
- plâtrerie,
- carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale,
- calfeutrement de joints.

Sont exclus de cette activité les travaux de forage et travaux sur puits, les travaux relatifs aux éoliennes ainsi que la réalisation de travaux relevant des activités piscines et réservoirs étanches.

Est également exclue la réalisation, la transformation de murs et d'ossatures porteurs d'immeubles comportant plus de 4 niveaux, dont 1 niveau au maximum en sous-sol.

2-5 Charpente et structure métallique

Réalisation de charpentes, structures et ossatures métalliques, dont la portée ne dépasse pas 20 mètres et la hauteur 10 mètres, **à l'exclusion des façades-rideaux et d'interventions sur conteneurs (containers)**.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- couverture, bardage, châssis divers, lorsque ceux-ci sont métalliques et directement fixés à l'ossature,
- supports de couverture ou d'étanchéité,
- protection et traitement contre la corrosion,
- traitement pour la stabilité au feu par peinture ou flocage,
- travaux en sous-oeuvre par structure métallique,
- isolation thermique et acoustique liées à l'ossature ou à la charpente.

3-1 Couverture

Réalisation en tous matériaux (**hors structures textiles**), y compris par bardeau bitumé, de couverture, vêtage, vêtur, **à l'exclusion de la pose de procédés solaires (thermiques ou photovoltaïques) intégrés en toiture et de la réalisation de toiture terrasse.**

Cette activité comprend les travaux de :

- zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
- pose de châssis de toit (y compris exutoires en toiture),
- réalisation d'isolation et d'écran sous toiture,
- ravalement et réfection des souches **hors combles**,
- installation de paratonnerre.

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :

- étanchéité limitée à 150 m2 par chantier,
- raccord d'étanchéité,
- réalisation de bardages verticaux,
- pose d'éléments de charpente non assemblés.

4-7 Revêtements de surfaces en matériaux durs - Chapes et sols coulés

Réalisation de revêtement de surfaces en carrelage ou en tout autre produit en matériaux durs, naturels ou artificiels (**hors agrafages, attaches**), chapes et sols coulés.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de :

- pose de résilient acoustique ou d'isolation sous chape ou formes flottantes,
- étanchéité sous carrelage non immergé,
- protection par imperméabilisation des supports de carrelage et faïence.

----- FIN DE LISTE -----

La présente annexe est indissociable des attestations d'assurance de responsabilité décennale et responsabilité civile générale des entreprises du bâtiment, éditées le même jour et ne saurait constituer un document isolé.



Aviva Assurances
Société Anonyme d'Assurances Incendie Accidents et Risques Divers
au capital de 178 771 908 38 euros
Entreprise régie par le Code des assurances
Siège Social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes
306 522 665 R.C.S. Nanterre
Pour nous écrire : Aviva Assurances
13 rue du Moulin Bailly - 92271 Bois-Colombes Cedex

Aviva Vie
Société Anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation
au capital de 1 205 528 532,67 euros
Entreprise régie par le Code des assurances
Siège Social : 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes
732 020 605 R.C.S. Nanterre
Pour nous écrire : Aviva Vie
TSA 72710 - 92895 Nanterre Cedex 9

GARANTIES ACCORDEES :

RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE BATIMENT :

Ce contrat est conforme aux dispositions et textes d'application de la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 relatifs à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction au sens de l'article L.241.1 du Code des Assurances.

Il fonctionne selon les règles de la capitalisation, y compris lorsque la responsabilité de l'assuré est recherchée en qualité de sous traitant, dans les mêmes conditions que le locateur d'ouvrage titulaire du marché dont la responsabilité est recherchée sur le fondement des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

Les garanties s'appliquent aux chantiers dont la date d'ouverture se situe pendant la période de validité de la présente attestation et dont le coût total prévisionnel n'excède pas **10 000 000 EUR**.

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET APRES LIVRAISON DES TRAVAUX :


Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'entreprise assurée peut encourir en raison des dommages causés aux tiers, avant ou après livraison des travaux.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur. Elle ne peut engager celui-ci en dehors des termes et limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère sous réserve du paiement intégral de la cotisation par l'assuré pour la période de validité de la présente attestation.

Période d'assurance : 01/01/2019 au 31/12/2019

Fait à Niort, le 17/12/2018

AVIVA ASSURANCES

 **M. BOURON Alain**
N° ORIAS 0700127
Agent Général
AVIVA ASSURANCES
Agence du Niort 7005.7
21, Marais France 1 - Rue Vaumprin
79000 NIORT
Tél. : 01 49 26 24 18 Fax 05 49 28 32 75
E-mail : bouron-alain@aviva-assurances.com



Aviva Assurances
Société Anonyme d'Assurances Incendie Accidents et Risques Divers
au capital de 178 771 908,38 euros
Entreprise régie par le Code des assurances
Siège Social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes
906 522 665 R.C.S. Nanterre
Pour nous écrire : Aviva Assurances
13 rue du Moulin Bailly - 92271 Bois-Colombes Cedex

Aviva Vie
Société Anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation
au capital de 1 205 528 532,67 euros
Entreprise régie par le Code des assurances
Siège Social : 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes
732 020 805 R.C.S. Nanterre
Pour nous écrire : Aviva Vie
15A 72710 - 92895 Nanterre Cedex 9

DIRECTION des PROFESSIONNELS
Département Construction
Service EPCT/MA

ATTESTATION D'ASSURANCES GLOBALE DES ENTREPRISES DU BATIMENT
VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

La société AVIVA assurances 13 rue du Moulin Bailly 92271 Bois Colombes Cedex

atteste que l'entreprise **SETPA**
ZA Les Sablonnières - BP 1
79270 EPANNES

est titulaire d'un contrat en vigueur n° 74 299 964 la garantissant pour les activités suivantes, à l'exclusion de toute autre, pour les seuls ouvrages de bâtiment de technique courante et/ou de génie civil de technique traditionnelle :

➤ **Objet de la garantie Responsabilité civile Décennale Bâtiment :**

Voiries et Réseaux Divers dont l'usage est la desserte privative du bâtiment

➤ **Objet de la garantie Responsabilité civile Exploitation et Après-livraison des travaux :**

- Activité définie ci-dessus.
- Voiries et réseaux divers dont l'usage n'est pas la desserte privative des bâtiments
Y compris canalisations assainissements
- Terrassement, remblais, BLINDAGES DE FOUILLES EN CONFORMITE AVEC LE DTU 12, ET LIMITES A 4 METRES MAXIMUM
- Goudronnage à base d'émulsion sur routes communales et cours privés,
- Enrobé
- Curage de fossés, arrachage de haies

CE CONTRAT COUVRE LA GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET APRES LIVRAISON DES ENGINS DE CHANTIER PRIS EN LOCATION DE COURTE DUREE POUR UN MONTANT DE GARANTIE DE 200 000 EUROS PAR SINISTRE

RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION TARIFAIRE		
Intitulés de garanties Dommages ouvrage et Constructeur non réalisateur*	Montants des garanties	Franchise
Assurance Dommages ouvrage obligatoire	À concurrence du coût total des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage	DO : Néant CNR : 2 500 €
Dommages immatériels	Limité à 10% du coût des travaux avec un maximum de 1M€	Néant
Garantie Bon fonctionnement	Limité à 20% du coût des travaux avec un maximum de 1M€	Néant

*Les montants de garanties cités ci-dessus valent pour chacune des garanties.

Libellé	Prime HT frais inclus	Prime TTC
Montant cotisation Dommages ouvrage	48.636,70 €	52.600,00 €
Constructeur non réalisateur	704,59 €	750,00 €
Montant total de l'offre	49.341,29 €	53.350,00 €

Cette proposition inclut les frais de gestion GESTINEO. Conformément au Code Général des Impôts, les frais de gestion sont exonérés de taxes.

Le montant de la prime fera l'objet d'un ajustement en cas de dépassement de plus de 05% du coût total de construction prévisionnel déclaré et lors de l'arrêt définitif des comptes.

Nous vous remercions de nous retourner la présente offre :

- en paraphant chaque page ;
- datée et signée avec la mention «BON POUR ACCORD» ;
- accompagnée du règlement par chèque à l'ordre de GESTINEO.

Dès réception du règlement ainsi que des pièces et documents indispensables constituant le dossier de base technique et administratif, nous vous adresserons la note de couverture. Les polices vous seront transmises dès que ce dossier sera complet.

Cette offre est valable 90 Jours.

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires, et vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

PROCÉDURE DE MISE EN GARANTIE

Veuillez trouver ci-joint la liste des pièces indispensables à la souscription du contrat Dommages ouvrage :

Pour l'établissement du contrat Dommages ouvrage :

- Devis signé et règlement ;
- Descriptif sommaire ;
- Rapport de sol le cas échéant ;
- Plans (coupe, masse, façade) ;
- Convention de contrôle technique ;
- Permis de construire ;
- DOC (Document CERFA) ;
- Liste des intervenants, détaillée par lot ou par mission ;
- Attestations RC décennales des principaux intervenants-locateurs d'ouvrage, à minima :
Architecte,
Maître d'oeuvre,
BET sol,
Bureau de contrôle,
Titulaires des lots principaux (fondations, maçonnerie gros-oeuvre, charpente, couverture, menuiseries extérieures), en cours de validité à la DOC et comportant les activités garanties qui correspondent aux lots attribués.

Nous vous prions d'accepter nos salutations distinguées.

Bon pour accord

Date et signature

Laure Leman

Gestionnaire technico commercial Gestido



Département Gestido

Laure Leman
Établissement de Saint Denis
8 Avenue du Stade de France
93210 SAINT DENIS

Tel : 01 49 64 13 58
Fax : 01 49 64 47 69
Email : laure.leman@gestideo.com
Site Web : www.gestideo.fr

Gestideo
Solutions d'assurances

Contrat souscrit auprès du Lloyd's de Londres par l'intermédiaire de Verspieren Global Markets – Courtier en assurances – N° Orias : 07 001 793 (www.orient.fr), agissant en sa qualité de Lloyd's Coverholder (110225IER) – Mandataire Général des Souscripteurs du Lloyd's de Londres pour leurs opérations en France : Lloyd's France SAS, 8 rue Lamennais – 75008 Paris – SIRET 784 199 135 000 38 – Code APE 6512Z – Association d'assureurs à statut spécial régie en France par le Code des assurances et contrôlée à Londres par la PRA

Siège social : 1, avenue François Mitterrand CS60213-59445 Wasquehal Cedex
Établissement de Saint-Denis : 8, avenue du Stade de France 93210 Saint Denis

RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION TARIFAIRE		
Intitulés de garanties Dommages ouvrage et Constructeur non réalisateur*	Montants des garanties	Franchise
Assurance Dommages ouvrage obligatoire	À concurrence du coût total des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage	DO : Néant CNR : 2 500 €
Dommages immatériels	Limité à 10% du coût des travaux avec un maximum de 1M€	Néant
Garantie Bon fonctionnement	Limité à 20% du coût des travaux avec un maximum de 1M€	Néant

*Les montants de garanties cités ci-dessus valent pour chacune des garanties.

Libellé	Prime HT frais inclus	Prime TTC
Montant cotisation Dommages ouvrage	37.627,52 €	40.600,00 €
Constructeur non réalisateur	704,59 €	750,00 €
Montant total de l'offre	38.332,11 €	41.350,00 €

Cette proposition inclut les frais de gestion GESTINEO. Conformément au Code Général des Impôts, les frais de gestion sont exonérés de taxes.

Le montant de la prime fera l'objet d'un ajustement en cas de dépassement de plus de 05% du coût total de construction prévisionnel déclaré et lors de l'arrêté définitif des comptes.

Nous vous remercions de nous retourner la présente offre :

- en paraphant chaque page ;
- datée et signée avec la mention «BON POUR ACCORD» ;
- accompagnée du règlement par chèque à l'ordre de GESTINEO.

Dès réception du règlement ainsi que des pièces et documents indispensables constituant le dossier de base technique et administratif, nous vous adresserons la note de couverture. Les polices vous seront transmises dès que ce dossier sera complet.

Cette offre est valable 90 Jours.

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires, et vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

PROCÉDURE DE MISE EN GARANTIE

Veillez trouver ci-joint la liste des pièces indispensables à la souscription du contrat Dommages ouvrage :

Pour l'établissement du contrat Dommages ouvrage :

- Devis signé et règlement ;
- Descriptif sommaire ;
- Rapport de sol le cas échéant ;
- Plans (coupe, masse, façade) ;
- Convention de contrôle technique ;
- Permis de construire ;
- DOC (Document CERFA) ;
- Liste des intervenants, détaillée par lot ou par mission ;
- Attestations RC décennales des principaux intervenants-locateurs d'ouvrage, à minima :
Architecte,
Maître d'oeuvre,
BET sol,
Bureau de contrôle,
Titulaires des lots principaux (fondations, maçonnerie gros-oeuvre, charpente, couverture, menuiseries extérieures), en cours de validité à la DOC et comportant les activités garanties qui correspondent aux lots attribués.

Nous vous prions d'accepter nos salutations distinguées.

Bon pour accord

Date et signature

Laure Leman

Gestionnaire technico commercial Gestido



Département Gestido

Laure Leman
Établissement de Saint Denis
8 Avenue du Stade de France
93210 SAINT DENIS

Tel : 01 49 64 13 58
Fax : 01 49 64 47 69
Email : laure.leman@gestideo.com
Site Web : www.gestideo.fr

Gestideo
Solutions d'assurances

Contrat souscrit auprès du Lloyd's de Londres par l'intermédiaire de Verspieren Global Markets – Courtier en assurances – N° Orias : 07 001 793 (www.orient.fr), agissant en sa qualité de Lloyd's Coverholder (110225IER) – Mandataire Général des Souscripteurs du Lloyd's de Londres pour leurs opérations en France : Lloyd's France SAS, 8 rue Lamennais – 75008 Paris – SIRET 784 199 135 000 38 – Code APE 6512Z – Association d'assureurs à statut spécial régie en France par le Code des assurances et contrôlée à Londres par la PRA

Siège social : 1, avenue François Mitterrand CS60213-59445 Wasquehal Cedex
Établissement de Saint-Denis : 8, avenue du Stade de France 93210 Saint Denis

ATTESTATION D'ASSURANCE



RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés, Zurich Insurance Plc (Succursale pour Danemark), dont le Siège Social est sis à Frederiksgade 17, 1. Sal, 1265 Copenhague, Danemark, attestons que :

A souscrit un contrat Responsabilité Civile N° auprès de notre Compagnie, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent, en raison des dommages corporels, matériels ainsi que ceux immatériels qui en sont la conséquence, causés aux tiers tant pendant l'exploitation qu'après livraison et imputables aux activités déclarées.

ASSURÉ: Kompan SA
363 Rue Marc Seguin
77198 Dammarie Les Lys

NUMÉRO DE POLICE 16207

CAPITAUX ASSURES: Tous dommages confondus corporels, matériels et immatériels consécutifs:

L'équivalent en Euros au jour du règlement du sinistre de 2.000.000 EURO par sinistre et par année d'assurance

PÉRIODE D'ASSURANCE: 1 avril 2019 - 31 mars 2020

La présente attestation, sous réserve du paiement de la prime, ne saurait en aucun cas étendre les clauses et dispositions tant Générales que Particulières du contrat auquel il conviendra toujours de se référer.

Fait à Copenhague, le mars 21, 2019

Zurich Danmark, Filial af Zurich Insurance plc, Irland

Mette Helmo Skov
Senior Liability underwriter

Votre intermédiaire
MARSH SAS
Département Construction
Tour Ariane
5, Place des Pyramides
La Défense 9
92088 Paris La Défense Cedex

 **01 41 34 50 00**

 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**
Site ORIAS www.orias.fr



SOCOTEC CONSTRUCTION
5, place des Frères Montgolfier
78280 GUYANCOURT

Votre contrat

Construction : Responsabilité
Civile Décennale

Vos références

Contrat : **37503519274987**

A effet du **28/01/2013**

Client : **0010834120**

ATTESTATION D'ASSURANCE

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC CONSTRUCTION
5, place des Frères Montgolfier
78280 GUYANCOURT
N°SIREN : 834 157 513

Est bénéficiaire des garanties d'un contrat d'assurance n° 37503519274987 pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités missions suivantes : Contrôle technique agréé
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **30.000.000 euros**.
Pour les chantiers supérieurs à **30.000.000 euros**, la garantie reste acquise en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré et comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 millions d'euros.

Dans le cas où les missions réalisées ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Vos références
Contrat N° 37503519274987
Client : SOCOTEC INFRASTRUCTURE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>o En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Nanterre le 17 décembre 2018

POUR LA SOCIETE :

AXA France I.A.R.D.
Société Anonyme au Capital de 214 799 030 €
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche
92727 NANTERRE CEDEX
722 057 460 RCS Nanterre
(Entreprise régie par le Code des Assurances)